

Campagne de BDS contre Israël : l'année 2014 verra-t-elle un tournant décisif ?



Il est à la fois curieux et surprenant de constater qu'Israël se sente vulnérable alors qu'il se trouve au sommet de sa puissance économique et militaire, notamment en matière de nucléaire. Cette fois, l'ironie veut que la menace provienne d'un mouvement non-violent ancré dans le droit international et dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Au mois de juin de cette année, le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu a en effet déclaré que le mouvement mondial de [Boycott, Désinvestissement et Sanctions](#) (BDS), dirigé par les Palestiniens, représente une « menace stratégique » pour le régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid. Pour cela, Netanyahu a décidé de confier la responsabilité totale de la lutte contre le BDS au Ministre des Affaires Stratégiques.

Cette évolution spectaculaire reflète l'échec de « Brand Israel », une campagne israélienne bien huilée menée par le Ministre des Affaires Étrangères depuis le lancement du mouvement BDS en 2005, et dont la stratégie consistait à utiliser la culture comme instrument de propagande en faisant appel à des artistes et des écrivains israéliens dans l'objectif de présenter au monde entier une « meilleure image d'Israël. »

C'est en effet grâce aux gens de conscience depuis les quatre coins du monde, qui ont compris qu'on pouvait mettre fin à l'impunité d'Israël au moyen d'une résistance populaire en

Palestine même et associée à une pression et responsabilité internationale à la fois efficace, moralement cohérente et permanente.

C'est cette prise de conscience qui a donné un grand élan aux campagnes de BDS. Plusieurs de ceux qui étaient jusqu'ici des partisans et des sympathisants d'Israël ont fini par s'en éloigner à cause, entre autres, 1) du brutal blocus israélien sur la Bande de Gaza, 2) de la construction sauvage de colonies illégales et du mur de séparation en Cisjordanie occupée, 3) de sa « stratégie de judaïsation » à Jérusalem, en Galilée, dans la Vallée du Jourdain et dans le Naqab (Le Néguev), comme démontré par des rapports officiels de l'ONU 4) de l'adoption de nouvelles lois racistes, et enfin 5) du déni des droits des réfugiés.

Il convient donc de considérer que les succès du mouvement de BDS au cours des dernières années seraient le facteur qui a ébranlé le régime Israélien. Le soutien en décembre 2012 du *Congrès National Africain* (The African National Congress) ; le soutien au BDS et l'annulation d'évènements qui devaient inclure les noms d'artistes et de groupes de musique de renommée mondiale ; la décision prise par l'éminent scientifique [Stephen Hawking](#) et qui consistait à appliquer le boycott et à annuler sa participation à une conférence à l'Université Hébraïque ; et la dernière vague de résolutions en faveur du boycott adoptées par des associations universitaires US, sont des éléments qui conforte l'analyse selon laquelle le mouvement de BDS atteindra bientôt le niveau de la mobilisation internationale contre l'apartheid en Afrique du sud.

Quant à sa position aux yeux de l'opinion publique mondiale, il faut reconnaître que la réputation d'Israël s'est quelque peu érodée depuis un certain temps déjà. Deux facteurs majeurs en sont la cause. Il s'agit, premièrement, de la force morale du mouvement de BDS, y compris sa composante israélienne anticolonialiste cruciale. Et en second lieu, le changement

politique israélien qui s'est clairement orienté vers l'extrême droite. Dans un sondage réalisé en 2013 par la BBC, les résultats ont fait ressortir la concurrence entre Israël et la Corée du Nord, perçus par la grande majorité des personnes en Europe et ailleurs, comme le troisième ou le quatrième des pires pays au monde.

Qu'est-ce que la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions ?

Le 9 juin 2005 a été le jour où l'appel au BDS était pour la première fois lancé par une alliance de plus de 170 organisations palestiniennes : syndicats, réseaux de réfugiés, ONG et associations locales. Le message transmis ce jour était un appel aux organisations de la société civile internationale et aux gens de conscience, afin qu'ils « imposent un boycott général et mettent en place des initiatives de désinvestissement contre Israël, emboitant ainsi le pas aux mesures appliquées en Afrique du Sud durant la période où sévissait l'apartheid. »

Plus précisément, le BDS appelle à la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967, avec le démantèlement du mur et des colonies, la fin du système israélien de discrimination raciste contre ses citoyens palestiniens et le droit au retour inhérent et reconnu par l'ONU des réfugiés Palestiniens dans leur terre d'origine.

Ces trois droits fondamentaux correspondent aux trois composantes majeures du peuple palestinien : les citoyens de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est (38% de la population palestinienne d'après des statistiques de 2011), ceux du territoire de 1948 qui vivent sous le régime d'apartheid israélien (12%) et ceux de la diaspora, en exil (50%). Plus de deux tiers des Palestiniens ont le statut de réfugiés ou sont des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

Agir et s'imposer avec diplomatie et délicatesse

Pour Desmond Tutu, Roger Waters, Naomi Klein, Alice Walker, Judith Butler, John Berger, Ken Loach, Angela Davis, Arundhati Roy, Marcel Khalife et Aijaz Ahmed – personnalités publiques jouissant d'une forte influence – la conclusion est on ne peut plus claire : c'est la même lutte menée en Afrique du sud du temps de l'Apartheid qui doit être suivie aujourd'hui. En effet, le mouvement de BDS est absolument indispensable pour obliger Israël à respecter ses obligations en vertu du droit international.

En faisant appel aux gens de conscience, partout dans le monde, afin d'aider à mettre fin au système israélien d'oppression à trois facettes, le mouvement de BDS n'entend pas solliciter une action héroïque mais plutôt l'accomplissement et le respect d'une profonde obligation morale qu'est le renoncement à la complicité dans l'oppression.

Chaque année, les pays occidentaux, à l'instar des États-Unis et de l'Allemagne offrent des milliards de dollars à Israël, sans oublier le commerce militaire lucratif. De ce fait, les contribuables de ces pays occidentaux subviennent aux violations israéliennes du droit international pendant que leurs programmes sociaux domestiques subissent des coupes sombres, que le chômage atteint des niveaux alarmants et que l'environnement se fait massacrer et détruire. Tirer un trait sur la complicité avec les crimes israéliens ne joue pas en faveur du peuple palestinien seulement, mais il conviendra sans nul doute aux « 99% » des personnes aux quatre coins du monde qui luttent contre une guerre perpétuelle et pour une justice socio-économique.

S'appuyant sur son influence mondiale, le mouvement de BDS dirigé par la principale coalition dans la société civile palestinienne, le BNC [BDS National Committee] enregistre une percée à travers le monde, couronnée par d'importantes

victoires.

Quelques jours auparavant, *The American Studies Association* [l'Association des Études Américaines] a adopté le principe du boycott universitaire d'Israël avec un ratio de soutien stupéfiant de 2:1 de l'ensemble de ses membres. En avril, *The Association for Asian-American Studies* [L'Association pour les Études Asiatiques Américaines] est devenue la première instance universitaire américaine à adopter le boycott d'Israël. Dans la même période, *The Federation of French-Speaking Belgian Students* (La Fédération des Étudiants Belges Francophones) qui compte 100 000 membres a également adopté le boycott des institutions universitaires israéliennes, tout comme le Syndicat des Enseignants Irlandais. En mars 2011, l'Université de Johannesburg a rompu des liens avec l'Université Ben Gourion à cause des violations des droits de l'homme.

Pour leur part, les Conseils d'Étudiants à travers plusieurs universités nord-américaines, dont l'Université de Californie, Berkeley, ont opté pour le désinvestissement de toutes les sociétés qui tirent profit de l'occupation israélienne.

Une liste de plus en plus longue

A travers des millions de membres – originaires, entre autres, d'Afrique du sud, de Grande-Bretagne, d'Irlande, d'Inde, du Brésil, de Norvège, du Canada, d'Italie, de France, de Belgique et de Turquie – ce sont les principales fédérations syndicales internationales qui ont apporté leur soutien au mouvement de BDS

[Veolia](#) qui est une société complice avec l'occupation israélienne, a perdu ou a dû se retirer d'appels d'offres qui valent des milliards de dollars, principalement en Suède, en Grande-Bretagne, en Irlande et maintenant aux États-Unis.

Le militantisme du BDS en Norvège, en Afrique du Sud, au Parlement Européen et dans plusieurs Universités Britanniques

et ailleurs, a pu frapper [G4S](#), la plus grande société de services de sécurité à l'échelle mondiale. L'entreprise fait actuellement face à d'importants échecs tout à fait significatifs résultant de son implication dans les prisons israéliennes où des détenus Palestiniens, notamment des enfants se font torturer. Elle est également impliquée dans plusieurs projets qui enfreignent le droit international.

En Grande-Bretagne, la cinquième plus grande chaîne de supermarché [Co-op](#) a adopté la politique de boycott des sociétés qui opèrent dans les Territoires Palestiniens Occupés.

L'an dernier, *The United Methodist Church* [L'Église Méthodiste Unie] a appelé au boycott des produits en provenance des colonies israéliennes. Une décision suivie par l'Église Presbytérienne Américaine et l'Église Unie du Canada. L'Église Mennonite Américaine est allée encore plus loin en décidant de ne pas investir dans les entreprises impliquées dans l'occupation israélienne.

Pour sa part, le gouvernement néerlandais a publiquement « dissuadé » les entreprises de son pays à renoncer au business avec les entités israéliennes opérant dans les Territoires Palestiniens Occupés, ce qui a poussé la plus grande entreprise de construction aux Pays-Bas, [Royal Haskoning DHV](#), à se retirer d'un projet de traitement des eaux usées avec la municipalité israélienne de Jérusalem-Est occupée. Dans le même contexte, l'entreprise publique des eaux Vitens a également résilié un contrat avec l'entreprise israélienne des eaux, [Mekorot](#).

Il en va de même pour le gouvernement britannique qui a publié une directive sur l'implication des entreprises dans les colonies illégales israéliennes. Ces étapes suivent la publication des directives européennes contre le financement des projets et entités israéliens dans les Territoires Palestiniens.


Deutsche Bahn, la compagnie allemande des chemins de fer et qui est contrôlée par le gouvernement, s'est retirée d'un projet israélien qui empiète et confisque la terre palestinienne occupée. Des responsables du Ministère allemand des Affaires Étrangères ont informé des représentants de la société civile palestinienne qu'ils ont recommandé à toutes les institutions académiques allemandes d'éviter tout échange avec l'université d'Ariel, une colonie israélienne en Cisjordanie.


Il est vrai que la violente répression israélienne, sa politique de nettoyage ethnique et son blocus à l'encontre des Palestiniens augmentent jour après jour. Néanmoins, nous demeurons confiants et convaincus que nous surmonterons les obstacles et que nous vaincrons. Grâce au mouvement de BDS, aujourd'hui devenu mondial et ayant réussi à conquérir les cœurs et les esprits des peuples, il se pourrait bien que nous atteignons le point où tout basculera.





Omar Barghouti est militant Palestinien indépendant des droits de l'homme et membre fondateur du mouvement de BDS. Il est l'auteur de « *Boycott, Divestment, Sanctions : The Global Struggle for Palestinian Rights,* » (Haymarket : 2011).


Du même auteur :


 [Le succès ultime d'Israël pourrait bien signer la fin de son régime colonial](#) – 9 octobre 2013


 [Le mouvement BDS expliqué – Pourquoi j'ai boycotté Israël](#) – 28 février 2013

 [A propos du soutien des juifs israéliens au régime d'apartheid en Israël](#) – 25 octobre 2012


 [BDS : Les Palestiniens veulent « toute la panoplie des droits »](#) – 27 juin 2012


 [BDS pour les droits des Palestiniens : « L'égalité ou rien ! »](#) – 6 mai 2012

 [BDS, des armes économiques pour relayer la politique](#) – 31 décembre 2011

 [Un criminel de la Haganah témoigne sur la Nakba](#) – 30 décembre 2011

 [Veolia toujours impliquée dans les violations israéliennes du droit international](#) – 24 novembre 2011

 [L'obstacle fondamental sur le chemin d'une solution à un État](#) – 18 novembre 2011

 [Ashton : l'attaque des colons contre la mosquée en Cisjordanie sape la paix au Proche-Orient](#) – 12 septembre 2011

 [Le dernier masque de démocratie tombe](#) – 6 août 2011

22 décembre 2013 – Al Jazeera English – Vous pouvez consulter cet article en anglais à :

<http://www.aljazeera.com/indepth/op...>

Traduction : Info-Palestine.eu – Niha

Couverture de la Quatrième Conférence nationale BDS par The Electronic Intifada

Tutu a dit à propos des Israéliens : « *Ils peuvent bien pavaner comme s'ils étaient invincibles, mais ils sont du mauvais côté... un jour, les Palestiniens pourront marcher la tête haute, citoyens libres d'une Palestine libre.* »



La Quatrième Conférence nationale BDS. (Asa Winstanley – *The Electronic Intifada*)

Les articles sur la Quatrième Conférence nationale du Boycott, Désinvestissements et Sanctions qui s'est tenue samedi à Bethléhem tendent à se focaliser sur la honte du ministre de l'Autorité palestinienne (AP), Jawad Naji, (y compris le premier que j'ai écrit). Mais la conférence elle-même est allée bien au-delà.

La principale raison pour laquelle l'assistance a été si en colère contre Naji est que tout au long de la journée, l'accent a été mis sur les initiatives locales de boycott. Des initiatives que l'AP sape par tous ses multiples contacts avec les dirigeants et institutions israéliens.

En dépit du départ du ministre en signe de protestation et de l'attaque sanglante de ce voyou contre Nizar Banat (l'homme qui a soi-disant « *insulté* » le dirigeant de l'AP, Mahmoud Abbas), la conférence s'est révélée être un événement plein de vie et passionnant.

En attendant, le [Centre palestinien pour les droits humains](#) a réclamé aujourd'hui une enquête sur l'attaque contre Banat.

Une normalisation critiquée avec force

Plusieurs intervenants à la tribune ont dénoncé les tentatives d'Israël et de ses collaborateurs pour normaliser l'occupation. Beaucoup de ceux qui ont pris la parole depuis la salle ont demandé que l'AP crée une loi qui punisse la normalisation. Plusieurs ont dit que l'AP minait les efforts pour le boycott à travers des initiatives conjointes. L'économiste de l'université An-Najah, Yousef Abdul Haqs, a déclaré à propos de telles initiatives : « *Nous avons ouvert une brèche contre le mouvement de boycott* ».

Samia Botmeh, de la [Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël](#), a évoqué le travail fait

dans les écoles pour combattre les initiatives de normalisation, telle que *OneVoice* (Une Voix), qui prend pour cible l'esprit des enfants, a-t-elle dit. *OneVoice* est un groupe créé par l'homme d'affaires israélien, Daniel Lubetzki, qui sème ses graines pour conduire les « deux côtés » ensemble au dialogue.

Ziad Shuaibi, du [Comité national BDS](#), a parlé de *Seeds of Peace* (Graines de la Paix), une autre initiative de normalisation qui envoie de jeunes Israéliens et Palestiniens, ensemble, dans des camps d'été à l'étranger. Il a décrit comment elle profite d'initiatives financières puissantes pour appâter les participants, comme des bourses éventuelles dans des universités étrangères et l'occasion de voyager. La normalisation est une forme d'« *ingénierie sociale* » par Israël, a-t-il dit en concluant : « *Nous ne leur permettrons pas d'occuper notre avenir* ».

Le BDS en Cisjordanie

L'« omniprésence » des produits israéliens dans les boutiques palestiniennes en Cisjordanie a été également un sujet important dans le débat entre les intervenants et les participants.

Depuis la tribune, Mazen al-Azzah a déclaré que les Palestiniens sont le premier marché pour les produits israéliens. Il a dit que ceci réduisait pour une grande part l'appétit du capital palestinien. Mais il a prévenu que vider la Palestine des produits israéliens ne suffirait pas pour faire pression sur Israël, et que les succès internationaux seraient toujours nécessaires. Toutefois, il a indiqué que les initiatives locales, telle l'initiative relativement récente de Bader, pour boycotter les produits israéliens pouvaient constituer un modèle pour la communauté internationale.

Khaled Zahd, militant local de Salfit, a abordé la situation incroyablement difficile là-bas, où les colons israéliens sont

maintenant plus nombreux que les Palestiniens dans la région. Il a décrit la situation comme une crise à laquelle l'AP devait accorder davantage d'attention. Une « Convention Olive » locale a quand même été créée, qui appelle les magasins à boycotter tous les produits israéliens, des certificats sont délivrés à ceux qui acceptent.

Un événement de toute la Palestine

La conférence a été organisée par le Comité national BDS, qui a indiqué qu'environ 700 personnes ont participé. Il y a eu près de 30 intervenants, et la journée s'est terminée avec plusieurs ateliers simultanés.

Le co-fondateur du mouvement BDS, Omar Barghouti, m'a dit que la journée était « *de loin la conférence BDS la plus réussie en Palestine... pour la première fois, nous y avons eu un échantillon énorme de partout dans la société palestinienne. A cet égard, cela a été sans précédent.* »

« *Ce slogan de la conférence a étendu BDS au niveau local : en tant que campagnes* » a-t-il expliqué. « *Émotionnellement, symboliquement, nous avons un soutien complet... mais à traduire en projets concrets, en programmes réels, en campagnes BDS dans chaque secteur... c'est la première fois que nous le faisons. Ainsi les ateliers, au lieu de recommandations normales... chaque secteur est censé développer un plan d'action jusqu'à l'an prochain... Israël s'inquiète beaucoup de voir BDS s'étendre autant et avec plus d'efficacité que par le passé dans les territoires occupés.* »

Des personnes de toute la Palestine sont arrivées par autocars à Bethléhem pour cette journée. Des départs ont été organisés à Ramallah, Hébron, Haifa, Jénine, Salfit, Tulkarem, Jérusalem, Qalqilya, Lydda, Jaffa et Naplouse. Des Palestiniens en exil sont venus de l'étranger, et plusieurs militants israéliens du groupe Boycott de l'intérieur, ont également été présents.

Plusieurs des intervenants ont utilisé Skype pour communiquer leur intervention, notamment Haidar Eid, du Comité national BDS qui a parlé de Gaza, critiquant la normalisation comme une tentative délibérée de saper BDS. Des militants des campagnes BDS de Jordanie et du Liban, ont utilisé la vidéoconférence pour intervenir de la même façon.

Des noms célèbres



Des vidéos de soutien à la conférence, adressées par le vétéran des figures anti-apartheid Desmond Tutu, la légende du rock Roger Waters, et le musicien libanais de renom Marcel Khalife, ont été projetées. Tutu a dit à propos des Israéliens : « *Ils peuvent bien pavaner comme s'ils étaient invincibles, mais ils sont du mauvais côté... un jour, les Palestiniens pourront marcher la tête haute, citoyens libres d'une Palestine libre.* »

La conférence a été ouverte par le Frère Peter Bray, Président de l'université, qui a exprimé son soutien à BDS. Electronic Intifada a compris que c'était la toute première fois qu'il le faisait publiquement.

Puis, ont suivi des messages de solidarité du leader emprisonné du Fatah Marwan Barghouti, « *l'ingénieur de l'intifada* », et de Ahmad Saadat, le leader emprisonné du Front Populaire de Libération de la Palestine. Leurs collaborateurs respectifs, Fadwa et Abla, ont lu leurs déclarations.

Marwan Barghouti a appelé à un « *boycott compréhensif d'Israël* » et a dit qu'il était grand temps pour les Palestiniens de compter sur eux-mêmes plutôt que sur les négociations américaines. Ahmad Saadat a dit que BDS est semblable à d'autres mouvements anti-globalistes, et a appuyé sur la nécessité de BDS alors que l'entité sioniste (faisant

référence à Israël) dépend du soutien international des forces impérialistes.

Sous les applaudissements, l'ex-candidat à la présidence, Mustafa Barghouti, a salué la récente décision du célèbre universitaire anglais Stephen Hawking de rejoindre le boycott académique. Barghouti a critiqué certains universitaires palestiniens (bien que ne les nommant pas) pour avoir assisté à l'évènement dont Hawking s'était retiré.

Il y a eu une session pendant laquelle des orateurs ont donné des exemples de succès de campagnes BDS à travers le monde. L'Archevêque de l'Eglise orthodoxe, Atallah Hanna, a parlé du document « *Kairos Palestine* » appuyant BDS, et des réactions qu'il a déclenchées chez ceux qui, dans le monde, soutiennent Israël. Le document affirme que la Chrétienté est orientale, moyen orientale et palestinienne, a-t-il indiqué. Kairos appartient maintenant au curriculum religieux de nombreuses écoles, a-t-il ajouté. Hanna a parlé du besoin de s'opposer à la normalisation sous toutes ses formes.

« ***Vous blâmez l'OLP*** »



La session controversée qui a ultimement abouti à ce que Jawad Naji, Ministre de l'Autorité Palestinienne, en soit chassé, avait comme titre : « *Face au public* », et était centrée sur des questions venant de l'auditoire. Les deux autres orateurs présents étaient Taisir Khaled, représentant l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP), et Omar Barghouti, du Comité National BDS.

Khaled a eu un discours plus enjôleur que Naji, parlant comme un véritable slogan pro-Abbas. Khaled a répondu aux critiques qui avaient déjà surgi dans la discussion, lors de la session précédente : « *Vous blâmez beaucoup l'OLP* » et « *n'êtes pas satisfaits de l'OLP,* » a-t-il dit, mais « *l'OLP existe*

toujours. » Il a aussi contesté l'affirmation selon laquelle les négociations étaient la seule option laissée à l'OLP.

Après que le Ministre ait quitté la salle, Khaled a déclaré qu'il était contre le Protocole de Paris (un traité économique unilatéral avec Israël qui a suivi Oslo) et contre la coordination sécuritaire avec Israël, tout en indiquant que ce n'était pas nouveau, et a affirmé que de nombreuses personnes parmi l'exécutif de l'OLP sont contre la coordination sécuritaire.

Mais il a dit ne pas être en faveur d'un « *langage abusif* » envers le Ministre, ce qui n'est « *pas acceptable* » selon lui. Pour autant, Khaled n'a rien dit du Ministre abusant les participants de la conférence...

Omar Barghouti a souligné combien il est important que les personnes prennent eux-mêmes l'initiative. Le Comité national BDS n'est pas une organisation non gouvernementale bien subventionnée, a-t-il dit, et la conférence a été montée sans financement cette année. Prenez l'initiative et résistez, n'attendez de permission de personne, a-t-il ajouté.

Naji a affirmé que le secteur privé est « *le moteur du développement et de la croissance* ». Il a souligné la campagne lancée en 2010 par l'OLP, appelée « *Dignité* » appelant au boycott des produits des colonies (malgré le fait qu'elle soit aujourd'hui défunte) et s'est attribué le mérite des mouvements actuels en faveur de l'étiquetage des produits en provenance des colonies, dans l'Union Européenne.

Le moment où Naji a commencé à vraiment exaspérer la foule a été lorsque, après plusieurs allocutions critiques venant du parterre, il a répondu en se plaignant d'avoir été obligé d'attendre une heure pour parler, par rapport à l'horaire qui était prévu pour lui. (Les organisateurs m'ont dit que c'était dû à l'ajout, à la dernière minute, de plusieurs orateurs non prévus au programme, dont les messages de Marwan Barghouti et de Ahmad Saadat. Personne d'autres, hormis Naji, ne s'en est

plaint, bien que tous fussent affectés de la même façon). Il a également dit : « *il s'agit du gouvernement du peuple palestinien* » (semblant sous entendre, que cela vous plaise ou non. »

A partir de là, tout est allé de mal en pis pour lui. Il a affirmé n'avoir jamais entendu parler ne serait-ce que d'un seul projet officiel commun israélo-palestinien, malgré le fait qu'il y en ait eu plusieurs nommément évoqués au long de la journée. Les réponses en provenance de l'auditoire ne se sont pas fait attendre : Rawabi, Pal Trade a des projets avec le Centre Peres.

Naji a répondu en appelant la femme qui avait mis cela en avant « *une fille* » et a dit qu'elle mélangeait les choses, entre le secteur privé et la société civile.

Finalement, Nizar Banat a parlé de Mahmoud Abbas travaillant en coordination avec Israël, ce à quoi Naji a répondu avec des insultes ; ce qui a conduit à ce que Naji soit précipitamment sorti de la conférence.

Conclusion heureuse

Malgré un bref moment de chaos, la conférence a repris à la suite de la sortie du Ministre. La conclusion, avant de se séparer en ateliers de travail, a consisté en une présentation faite par Alaa Muhanna, un membre palestinien de la minorité religieuse druze qui a refusé de servir dans l'armée israélienne. Il est peut-être celui qui a reçu les plus vifs applaudissements de la journée, et le Président l'a accueilli avec d'un « *Bienvenue à la maison* ».

Muhanna a commencé par dénoncer le Ministre, pour avoir insulté Banat, puis a enchaîné avec le texte qu'il avait préparé. Ce fut une déclaration passionnée et emphatique revendiquant l'identité arabe palestinienne de la communauté druze. Il a affirmé que la majorité des Druzes pensent comme lui et que ceux qui servent dans l'armée israélienne sont des

victimes du lavage de cerveau sioniste : « *partout, nous refusons le service militaire, nos rangs grossissent partout* ».

Le commentaire qui pourrait le mieux résumer cette journée est venu de l'auditoire dont un des membres a dit de la conférence qu'elle était « *un excellent indicateur de l'unité de notre peuple* ».



Asa Winstanley couvre actuellement la Palestine. Prévue par les organisateurs de la conférence, une traduction simultanée de l'arabe était assurée.

10 juin 2013 – [The Electronic Intifada](#) – traduction commune de CR et JPP